

L'hydro-électricité nationale indépendante est attaquée de toute part depuis quelques années par des acteurs étrangers politiques (la Commission Européenne) et économiques (General Electric...) majeurs :

- => la Commission Européenne, en la personne de Margrethe Vestager, met une pression politique intenable sur la France depuis des années pour que le renouvellement des concessions hydro-électriques (nos barrages) s'ouvre à la concurrence, sans même qu'EDF n'ait le droit d'y participer (démantèlement organisé) ;
- => General Electric, dans une guerre économique sans pitié (voir l'excellent documentaire "Guerre Fantôme" à ce sujet), avec l'aide d'un seul homme (Patrick Kron), et en 72h seulement, s'empare du fleuron national Alstom. General Electric vient d'annoncer le 19 juillet 2017 la suppression de 345 emplois sur les 800 du site grenoblois de GE HYDRO ALSTOM, seule usine française à savoir concevoir, fabriquer, mettre en service et maintenir les turbines de nos usines hydro-électriques, pièces maitresses de notre indépendance énergétique.

EDF, de son côté, refuse volontairement et aveuglément de prendre le tournant nécessaire et écologique de la transition énergétique pour la transformer cyniquement en une transition sociale : les emplois statutaires et protégés de la grande hydraulique, du nucléaire, et du thermique charbon/gaz laissent petit à petit la place à des emplois précaires dans les filières vertes du solaire photo-voltaïque, de l'éolien et de la petite hydraulique. Des emplois sous-payés (35% de rémunération en moins) se développent dans des filiales "low cost" hors statut d'EDF ou même hors EDF :

- => L'Etat a mis en place la CSPE, une taxe payée par tous les usagers depuis le début des années 2000, incitation aux producteurs pour développer notamment le solaire photovoltaïque et l'éolien. Il a ainsi versé en 2016 2,6 milliards d'euros de subventions aux producteurs de solaire photo-voltaïque et 1,8 milliards d'euros aux producteurs d'éolien (à comparer aux 2,8 milliards d'euros de bénéfice d'EDF en 2016)

- => Qu'a fait EDF ? A-t-elle misé sur ces énergies renouvelables ? A-t-elle profité de ces subventions à la hauteur des bénéficiaires du groupe EDF tout entier ? S'est-elle développée dans le solaire, l'éolien et la petite hydraulique ? Bien sûr que non... EDF SA (emplois statutaires, protégés) ne produit rien, ni en solaire, ni en éolien, et est en train de démanteler sa petite hydraulique. EDF "low cost" (filiales hors statut comme EDF EN & la SHEMA pour la production, HYDROSTADIUM pour l'ingénierie) possède moins de 3% du parc solaire photo-voltaïque français (0,2GW sur 6,8GW de puissance installée en France fin 2016) pour ne produire que 2% de l'électricité solaire nationale (0,2 TWh sur 8,3 TWh produits en France en 2016) et possède à peine 7% de l'éolien français (0,8 GW sur 12,1 GW installés en France fin 2016) pour ne produire que 8% de l'électricité éolienne nationale (1,7 TWh sur les 20,7 TWh produits en France en 2016).

- => En février 2016, la Cour des Comptes calcule (p.130 de son rapport annuel) que pour obéir à la loi de transition énergétique (part du nucléaire réduite à 50% de la production électrique en 2025) dans un environnement de consommation stabilisée, EDF devra fermer 17 à 20 tranches nucléaires sur les 58 en service. En juillet 2017, Nicolas Hulot, nouveau ministre d'État de la Transition Écologique, parle lui aussi de la nécessaire fermeture de 17 réacteurs nucléaires sur le territoire national.

- => Que fait EDF ? Annonce-t-elle la liste des réacteurs concernés et les échéances de fermeture ? Lance-t-elle un formidable plan de reconversion de milliers de salarié-e-s du nucléaire vers ces énergies vertes de l'avenir ? Non, bien sûr, dans son plan stratégique CAP2030, Jean Bernard Lévy, actuel PDG du Groupe EDF mise tout sur le nucléaire (grand carénage, allongement de la durée de vie...) et sur l'EPR (qui n'a encore jamais tourné), et mise (seul contre tous) la santé économique du groupe sur le seul chantier de l'EPR d'Hinkley Point en Angleterre.

General Electric, de son côté, a englouti le géant national Alstom en 72 heures, grâce à un seul interlocuteur français, Patrick Kron, PDG d'Alstom, menacé alors de poursuites judiciaires par les Etats-Unis d'Amérique pour corruption internationale, et finalement grâcié, puis largement remercié par un parachute doré de 6,5 Millions d'euros. Mais General Electric n'a pas agi seule, si l'on en croit les révélations du documentaire diffusé sur LCP, "Guerre Fantôme", de David GENDREAU et Alexandre LERAÎTRE. Non, General Electric s'est adjoint les services juridiques du cabinet d'avocat de Nicolas SARKOZY (ex-président de la République Française) et les services de conseil bancaire du Crédit Suisse, dont le vice président est François ROUSSELY, ex-président d'EDF (de 1998 à 2004, les années noires de la privatisation du service public de l'électricité...).

SUD ÉNERGIE ACCUSE...

- => Nicolas SARKOZY (ex-président de la République Française),
- => François ROUSSELY (ex président d'EDF)
- => Patrick KRON (ex PDG d'Alstom)

de confondre intérêt général et intérêt particulier, et d'avoir mis au service de leur intérêt particulier et de celui de General Electric tout leur savoir, tout leur réseau et toutes leurs connaissances acquises dans des hautes fonctions dédiées à l'intérêt général de la Nation.

SUD ÉNERGIE DEMANDE DES COMPTES ET UNE PRISE DE POSITION CLAIRE À...

- => Emmanuel MACRON (actuel président de la République Française)
- => Jean Bernard LEVY (actuel PDG d'EDF)
- => Antoine CAHUZAC (actuel directeur du Pôle Energies renouvelables d'EDF SA et président du conseil d'administration de la filiale low cost EDF Energies Nouvelles)
- => Yves GIRAUD (actuel directeur de la production hydraulique d'EDF)

avant le 17 octobre 2017 (dead line pour la possible intervention de l'Etat Français face à General Electric)

au nom des 800 salarié-e-s de GE HYDRO ALSTOM de Grenoble,
au nom des 6 000 salarié-e-s de la Production Hydraulique d'EDF,
au nom des 25 000 agents du nucléaire d'EDF,
au nom des trop nombreux sous-traitants précarisés d'EDF et de GE,
au nom des millions d'usagers d'EDF qui paient la facture de cette transition sociale et de cet abandon de l'indépendance énergétique nationale au profit d'intérêts privés.